

Crise de la finance ou crise du capitalisme ?

Phénomène naturel ou question politique ?

Depuis 20 ans les crises se succèdent et les solutions apportées à chaque fois, n'empêchent pas la suivante.

Aujourd'hui elle frappe le centre du système économique mondial, les USA. A l'origine, la paupérisation des classes moyennes : pour soutenir la consommation intérieure, les banques ont accordé de nouveaux crédits à taux variables. Déjà fortement endettés, les ménages américains ont eu recours à ces crédits hypothécaires pour acheter leur logement, faire face à leur dépenses de santé, ou financer les études de leurs enfants. Frais financiers et taux de crédits de plus en plus élevés permettaient déjà de fabuleux profits. Ces créances transformées en titres négociables sur les marchés financiers ont permis de démultiplier à nouveaux les profits pour des placements spéculatifs de plus en plus déconnectés de l'économie réelle issue du travail. Jusqu'au jour où des milliers de ménages américains n'ont plus été capables de payer leurs dettes.

Crise de solvabilité des établissements de crédits hypothécaires, crise bancaire, puis crise du crédit : le cycle infernal pèse déjà sur l'économie réelle. Les entreprises, notamment les PME risquent de mettre la clef sous la porte si elles ne peuvent pas emprunter, le chômage s'aggrave.

Et l'on voit tous ces adeptes de l'idéologie « anti-Etat », champions de la privatisation et de l'autorégulation des marchés, appeler l'état au secours pour pomper l'argent des contribuables et des épargnants. L'argent qui n'existait plus pour la sécu, les retraites, l'école, la santé, l'ensemble des services publics réapparaît comme par miracle !

Le meilleur rempart contre la financiarisation de l'économie, c'est la solidarité

Ce n'est pas un hasard, si la crise prend son origine aux USA. En France mais aussi en Europe même si les systèmes sociaux et fiscaux ne sont pas identiques, les risques ne sont pas les mêmes qu'aux USA.

Les systèmes de solidarité, assurance maladie, assurance chômage, système de retraite par répartition, les services publics financés par l'impôt, permettent de mettre à l'abri des circuits financiers, des sommes d'argent considérables. Il est d'ailleurs reconnu que la possibilité d'épargne populaire en France est supérieure à celle des USA. L'économie solidaire qui aujourd'hui représente 10% de l'économie mondiale est aussi un atout.

En luttant pour la sécu, les salaires, les retraites, les services publics, nous ne fragilisons pas l'économie, nous la confortons !

L'hommage du vice à la vertu

C'est la faillite des financiers et de tous les politiques tenants du libéralisme ou du social-libéralisme. Ils reconnaissent qu'il est nécessaire d'injecter des fonds publics pour éviter les faillites en chaîne. Alors qu'une minorité, toujours les mêmes, s'est considérablement enrichie grâce aux bulles financières. Mais quelles garanties proposent-ils pour que cela ne recommence pas demain, une fois que l'argent des impôts et de l'épargne se sera envolé ? Qui doit tenir les rennes des décisions financières ?

Décidons de vraies nationalisations avec gestion par les personnels et les représentants de la nation et non d'étatisations aussitôt remises en cause quand les profits reviennent .

Combattre les effets ou combattre les causes ?

De nombreux mouvements sociaux se développent, mais ils restent dispersés. Que ce soit à propos des salaires, de l'emploi, des droits démocratiques, des services publics, chaque mouvement est provoqué par les décisions qui ont conduit à cette situation de crise. La question de la convergence des mouvements est posée. Mais pas seulement.

Déjà, des militants associatifs, des syndicalistes, des élus, des économistes portent des propositions pour assécher la financiarisation de l'économie : organiser un pôle public bancaire, mettre fin à l'indépendance de la Banque Centrale Européenne, changer le fonctionnement des institutions financières internationales, interdire la possibilité pour les banques de se débarrasser des crédits qu'elles ont émis, limiter la possibilité d'engager sur les marchés financiers des sommes d'argent au-delà des fonds propres, nationaliser les structures des marchés financiers, actuellement gérées par des entreprises privées, asphyxier la finance par le crédit en variant les taux d'intérêt - faibles en cas d'investissement productif, très forts en cas d'investissement spéculatif -, instaurer des droits de regard et de décision des salariés sur les choix d'investissement de leur entreprise.

Reconnecter la finance avec l'économie réelle, contrôler les risques, en finir avec les privilèges de profitabilité et aussi fermer les robinets à la source de l'alimentation des circuits financiers.

Il est temps de s'interroger sur qui exerce le pouvoir

Il est temps de faire entendre une autre voix à gauche !

Nous voyons bien que la gauche traditionnelle dans sa composition actuelle est impuissante face à la crise financière. Nous ne nous y résignons pas.

Quels que soient nos histoires et nos parcours, nous qui sommes attachés à une gauche de gauche, nous qui sommes engagés dans des combats quotidiens luttant sans cesse contre les effets du système néo-libéral, il est temps de nous retrouver pour construire une nouvelle force, un nouveau projet politique, enclencher une nouvelle dynamique porteuse d'alternative démocratique.

Le 9 octobre 2008

Membres ou non d'un parti, les Communistes unitaires veulent travailler à refonder, faire vivre et partager le communisme politique dans une démarche citoyenne. Acteurs des luttes, ils entendent contribuer, avec tous ceux et toutes celles qui le souhaitent, à la construction d'un nouveau projet politique et d'une nouvelle force de transformation sociale.

contact.communistes.unitaires@gmail.com

www.communistesunitaires.net

